

DELEGATION OF THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
PRESS AND INFORMATION

920th Meeting of the Council

March 20, 1984

No Press Release Issued

Bruxelles, le 16 mars 1984

Note Bio(84)120 aux Bureaux Nationaux
cc. aux membres du Groupe du Porte-Parole

Objet : CONSEIL AGRICOLE DU VENDREDI 16.3.1984 (M.Vasey)

Le Conseil a repris ses travaux vendredi matin sur les autres produits que le lait en vue de déblayer le terrain pour la phase finale des négociations sur l'aménagement de la politique agricole commune.

En ce qui concerne la viande bovine, le marchandage portera essentiellement sur les primes (non-reconduction de la prime à la naissance des veaux et de la prime variable à l'abattage), ainsi que sur le rapprochement des prix d'achat pour les boeufs et les jeunes bovins. Le principe de l'application de la grille de classement des carcasses aux fins d'intervention en vue de parvenir à des prix d'achat identiques dans tous les Etats membres au cours de trois campagnes n'est pas contesté, pas plus que les orientations de la Commission en matière d'assouplissement du régime d'intervention qui relève d'ailleurs de la compétence de cette dernière institution.

En ce qui concerne la viande ovine, une majorité des délégations s'oriente vers les propositions de la Commission concernant l'aménagement du régime des primes considéré comme un minimum en raison du coût élevé de ce secteur. La suggestion de la présidence tendant à maintenir le statu quo pendant un an, a été pratiquement écartée.

a suivre

AMITIES

M. SANTARELLI / COMEUR////



Bruxelles, le 19 mars 1984

NOTE BIO(84) 120 SUITE 1 ET FIN AUX BUREAUX NATIONAUX
C.C. AUX MEMBRES DU GROUPE DU PORTE-PAROLE

CONSEIL AGRICOLE DU SAMEDI 17.3.1984 (M. VASEY)

Le Conseil agricole est parvenu samedi midi, apres 26 heures de discussions, a mettre au point un document couvrant l'adaptation de la PAC (sauf en ce qui concerne le lait et les MCM), ainsi que le niveau des prix pour la prochaine campagne.

Trois delegations ont toutefois emis des reserves : le Royaume-Uni en raison de la non-reconduction de la prime a l'abattage des bovins et le mode de calcul de la prime a la brebis et de l'incidence financiere de l'ensemble des mesures retenues, l'Italie et la Grece en raison du manque d'equilibre les concernant (l'Italie a emis une reserve specifique concernant l'huile d'olive).

Le document ainsi elabore, auquel il faut ajouter les textes deja elabores sur le lait et le demantelement des MCM (voir BIO(84) 101) constitue comme l'a souligne M. Dalsager, la reponse du Conseil au mandat donne par le Conseil Europeen lors de sa session de Stuttgart en juin 1983.

Il ne s'agit pas toutefois d'un accord formel, comme le president Rocard l'a dit tres clairement devant la presse. Il s'agit d'un accord provisoire sur un paquet de mesures qui doit encore etre definitivement approuve par le Conseil Europeen, et qui depend donc d'un accord global sur l'ensemble du mandat de Stuttgart, y compris le budget.

Dans le domaine agricole, le Conseil Europeen doit encore statuer sur l'adoption de la taxe sur les matieres grasses autres que le beurre, trouver une solution au probleme irlandais en matiere de quotas pour le lait (le Conseil agricole a reconnu qu'une solution ne pourrait pas etre trouvee a son niveau), fixer le montant de la contribution communautaire aux aides a prevoir en faveur des agriculteurs allemands a la suite de la reevaluation du taux vert du Deutsch Mark (en 1985 et 1986) et, enfin, se prononcer sur l'incidence financiere de l'ensemble du paquet agricole qui impliquera inevitablement un depassement du budget 1984.

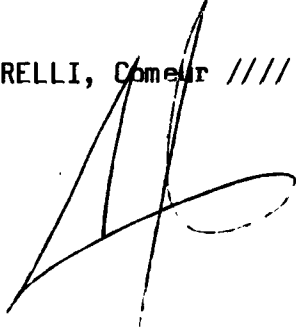
Dans sa conference de presse a l'issue de la reunion, le president Rocard a fait valoir que le paquet comporte des decisions douloureuses pour chaque delegation; celui-ci a ete mis au point sous la forte pression de la menace d'eclatement de la Communaute. Au cas ou un blocage agricole aurait entraine l'echec du Conseil Europeen, la Commission aurait ete contrainte de prendre des mesures d'economie (diminution de restitutions, suspension d'avances, retards des paiements, etc.), provoquant ainsi une baisse des cours brusque et catastrophique. "C'etait la hantise des ministres de l'agriculture de tous les Etats membres", a-t-il declare. Sans sous-estimer le prix a payer

par les producteurs, M. Rocard estime que ces concessions ne touchent pas a l'essentiel. "On a sauve l'agriculture europeenne menacee de mort par la crise", a-t-il declare, en ajoutant qu'aucun Etat membre n'avait les moyens de reprendre a sa charge l'ensemble des aides et mecanismes de soutien en cas d'effondrement de la PAC.

Le texte du document vous sera envoye par envoi separe.

Amities,

M. SANTARELLI, Comeur ////

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'A' followed by a horizontal line and a loop.

Number, place and date of meeting	Subject	President	Commission	Main items of business
917th Brussels 12 and 13 March	Foreign affairs	Mr Cheysson	Mr Thorn Mr Haferkamp Mr Natali Mr Davignon Mr Burke	Preparations for European Council Portuguese accession ⁷ New commercial policy instrument GATT — opening of negotiations on changes in tariff concessions concerning certain maize by-pro- ducts ² Fourth International Cocoa Agree- ment ⁸ Special measures of Community in- terest for United Kingdom and Ger- many ⁹ Energy problems ¹⁰ Greek memorandum ¹¹ Eighth company law Directive ³
918th Brussels 11 to 13 March, 16 and 17 March	Agriculture	Mr Rocard	Mr Dalsager	Fixing of prices for certain agricul- tural products and related meas- ures, including proposals concern- ing reform of common agricultural policy ²
919th Brussels 22 March	Transport	Mr Fiterman	Mr Contogeorgis Mr Narjes	Measures to facilitate frontier crossings ³ Taxation of commercial vehicles Taxation of vehicles transiting through Switzerland ¹² Transport infrastructure Future activities
920th Brussels 20 March	Foreign affairs	Mr Cheysson	Mr Thorn	Special measures of Community in- terest for United Kingdom and Ger- many ⁹
921st Brussels 30 and 31 March	Agriculture	Mr Rocard	Mr Dalsager	Fixing of agricultural prices for 1984/85 and adjustments to com- mon agricultural policy ² Relations with New Zealand ²
922nd Brussels 27 March	Foreign affairs	Mr Cheysson	Mr Thorn Mr Davignon Mr Tugendhat	Follow-up to European Council ¹³

¹ Environment and consumers.

² Agriculture.

³ Internal market and industrial affairs.

⁴ Point 1.3.1 *et seq.*

⁵ Economic and monetary policy.

⁶ Financial institutions and taxation.

⁷ Enlargement and bilateral relations with applicant countries.

⁸ Development.

⁹ Financing Community activities.

¹⁰ Energy.

¹¹ European policy and relations between the institutions.

¹² Transport.

¹³ Point 1.1.1 *et seq.*

